

ARGUMENT 1 : Il faut bien qu'on nourrisse le monde !!!

Selon une étude parue dans « Le Monde » en 2011, 5 axes pourraient permettre de nourrir le monde, sans mettre en péril la terre et ses ressources.

1 – Améliorer les rendements agricoles

Beaucoup de régions agricoles, particulièrement en Afrique, en Amérique latine et en Europe de l'Est, n'atteignent pas le maximum de leur potentiel en matière de récoltes. En choisissant mieux les variétés de cultures, résistantes et adaptées à l'écosystème local, en formant les paysans, en adoptant une meilleure gestion et en investissant dans des équipements plus performants, la production alimentaire actuelle pourrait être augmentée de 60 %.

2 - Optimiser les apports aux cultures.

Selon les chercheurs, l'utilisation actuelle de l'eau, de nutriments et de produits chimiques est rarement juste : il y en a trop dans certains endroits et trop peu dans d'autres. Il s'agit donc de l'optimiser en fonction des différents écosystèmes de la planète.

3 - Privilégier la consommation humaine directe.

Les cultures destinées à nourrir le bétail ou à produire des agrocarburants, tout aussi productives qu'elles soient, sont autant de nourriture dont les hommes ne bénéficieront pas. Ainsi, selon la FAO, les pâturages couvrent actuellement 3,38 milliards d'hectares (26 % des terres de la planète, sans compter les pôles) tandis que les cultures occupent 1,53 milliard d'hectares (12 %). Par ailleurs, un tiers des terres arables est consacré à l'alimentation du bétail et 60 % des céréales produites dans le monde sont consommées par les animaux.

4 - Réduire le gaspillage.

Selon la FAO, entre 30 et 60 % de la nourriture produite par l'agriculture finit jetée, décomposée ou mangée par les parasites, quand elle n'est pas perdue lors du transport ou du stockage. L'élimination des pertes au cours des différentes étapes de la ferme à l'assiette permettrait d'augmenter d'en moyenne 50 % la nourriture disponible à la consommation, sans accroître la surface de cultures.

5 - Enrayer l'expansion des terres agricoles

Essentiellement aux dépens des forêts, en particulier tropicales. La solution réside notamment dans les incitations financières à préserver les arbres, comme le mécanisme REDD, qui redonne de la valeur à la forêt, ou encore l'écotourisme et la certification.

https://www.lemonde.fr/planete/article/2011/10/14/comment-nourrir-9-milliards-d-humains-sans-detruire-la-planete_5982018_3244.html

Une dernière solution, qui n'est pas abordée dans l'étude, résiderait dans la constitution de réserves alimentaires d'urgence, mais aussi sur le long terme, afin de stopper la volatilité des prix des denrées alimentaires.

ARGUMENT 2 : Ce n'est pas votre problème, à vous les écolos bobo. Vous n'y connaissez rien.

Les équipes qui luttent contre les « Fermes-Usines » sont composées d'écolos mais aussi de paysans, de spécialistes de l'élevage, de l'agriculture, de l'alimentation, de la distribution, du commerce, de la restauration... Les connaissances sont donc partagées et profitent à tous.

Que dire des liens Lobbies/ministères qui induisent une influence plus qu'importante sur les décisions prises par l'Etat Français ?

Nous sommes tous amenés à nous alimenter, donc très concernés par la façon dont notre nourriture est produite et nous souhaitons qu'elle le soit de la manière la plus respectueuse possible, tant des producteurs que des sols et de toute vie.

Nous demandons un moratoire, qui est un acte démocratique, ce qui prouve que notre action repose sur la mise en œuvre d'un processus qui favorise les échanges et la discussion de tous les points de vue.

ARGUMENT 3 : Cette agriculture permet de maintenir au plus bas les prix de revient

Les arguments du point 1 :

- Améliorer les rendements agricoles

- Optimiser les apports aux cultures

- Privilégier la consommation humaine directe

- Réduire le gaspillage

- Enrayer l'expansion des terres agricoles aux dépens des forêts

Peuvent être repris, on peut y ajouter
Consommer au plus de façon locale
Privilégier les circuits courts
Constituer des réserves alimentaires pour stopper la volatilité des prix

« Cette agriculture permet de maintenir au plus bas les revenus des exploitants et ouvriers agricoles » au profit des revenus de l'agro-industrie, des coopératives et de la grande distribution.

D'autres facteurs sont aussi à l'origine des prix bas des produits agricoles : les subventions de la PAC et la pression des acteurs de la grande distribution.

ARGUMENT 4: Cette agriculture permet de maintenir des emplois

Il suffit de prendre l'exemple d'une production de poulets de chair de 800 000 poulets à l'année qui n'emploie qu'une personne pour démontrer l'argument !!

Certes de nouveaux emplois sont créés dans les secteurs agro-alimentaires et para-agricoles : abattoirs, usines de transformation, transport d'animaux et d'aliments, conception et vente de machines, expertise technique et comptable, etc. (Nicolas Legendre "Silence dans les champs", 2023). Mais l'ensemble des emplois du complexe agro-industriel reste inférieur en nombre à ce qu'ils représentaient dans le secteur agro-alimentaire au début des années 70.

Les chiffres de l'INSEE sont les suivants :

1982 : 1,6 millions d'exploitants agricoles
2019 : 0,4 millions

1982 : 310 000 ouvriers agricoles
2019 : 250 000

ARGUMENT 5: Le progrès technique va nous sauver

Ce progrès technique contribue surtout à la diminution du nombre d'employés, à la « mort » des sols par l'ajout d'intrants chimiques, aux soins aux animaux amenés par des robots (disparition du métier et du savoir faire paysan) , à l'antibio résistance (en France un peu plus de 60 % des antibiotiques prescrits sont pour les animaux, dans le monde le taux atteint 2/3 selon un rapport de l'OMS de 2015. La baisse engagée n'est que très

faible, malgré une directive européenne “Règlement (UE) 2019/6 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relatif aux médicaments vétérinaires et abrogeant la directive 2001/82/CE,”)

Certains progrès technique peuvent toutefois être positifs : Aujourd’hui, un grand nombre d’exploitant·e·s agricoles s’appuient sur des insectes utiles tels que les bourdons et les guêpes afin de protéger leurs cultures, sans avoir à déverser des cocktails de produits chimiques toxiques sur leurs champs.

Le progrès technique amène les méga-bassines et la méthanisation
Facture environnementale de l’informatique (ce sont

ARGUMENT 6: Si on ne produit pas chez nous on va devoir importer

Actuellement la France exporte plus de produits agricoles qu’elle n’en importe. Il est donc possible de ne pas avoir besoin de recourir aux produits étrangers.

Si on mange moins de produits d’origine animale, on va donc avoir plus de surface cultivable pour l’alimentation humaine.

En France, il y a 29 millions d’hectares de surfaces agricoles utilisées. Si nous réduisons d’un quart notre consommation de produits animaux, 27 millions d’hectares suffiront à nourrir tout le monde. (in Noémie Calais, Plutôt nourrir, 2022, P.152)

Tout ceci nous amène à en conclure que la France produit assez pour sa propre consommation.

ARGUMENT 7 : L’Europe est en train de réautoriser le glyphosate

...

Il est donc à noter que la majorité des avis scientifiques, notamment celui de l’ANSES ou de l’OMS, se prononce contre cet herbicide.

Les lobbies ne veulent pas tenir compte de ces avis ...

ARGUMENT 8: C’est bien la méthanisation pour utiliser les déchets de culture et d’élevage

Effectivement, la méthanisation semble une bonne solution de prime abord.

Cependant, la multiplicité des projets amène à « nourrir » les méthaniseurs avec des cultures au delà du pourcentage autorisé et donc de cultiver uniquement dans ce but !

On peut aussi arguer que les digestats (résidus de la méthanisation) sont épandus sur les terres agricoles et contribuent à leur « mort » par minéralisation et destruction des composantes organiques vivantes du sol. La méthanisation entraîne l'émission dans l'atmosphère des 3 principaux gaz à effet de serre : gaz carbonique CO₂, méthane CH₄ et protoxyde d'azote N₂O.

On peut aussi parler des (trop) fréquents accidents tels que explosions, fuites, incendies : 438 accidents sur 270 sites pour l'année 2023 (décompte fait le 13 septembre 2023)